

leBimsa

LE BULLETIN D'INFORMATION DE LA MSA



8 LA QUESTION

Accès aux soins

COMMENT relever le DÉFI ?

Le Bimsa n° 257

Avril - Mai 2026

2 LE PORTRAIT

Normandie
Théo Perrin,
paysan du cidre

20 TERRITOIRES

Inondations
Les champs à l'épreuve
de la Loire

26 MIEUX-VIVRE

**Rencontres
prévention jeunes**
Génération engagée

“ Je suis attaché à la Normandie.
C'est de là que vient
mon grand-père. ”

Théo Perrin,
cidriculteur dans le Calvados.



Normandie

THÉO PERRIN, PAYSAN DU CIDRE

Théo Perrin, 27 ans, est le maître de chai du lycée agricole Le Robillard de Saint-Pierre-en-Auge, dans le Calvados. Depuis 2024, ce jeune homme, qui se rêve en paysan du cidre, s'occupe de l'activité cidricole et s'emploie à faire de la production de l'établissement une vitrine reconnue dans toute la région.

Est-ce le souvenir du cidre bu enfant un soir d'été à 7 ans dans le pressoir du grand-père paternel au cœur de la campagne normande qui, vingt ans plus tard, conduit Théo Perrin à poser ses valises sur cette même terre pour devenir cidriculteur ?

Après un bac littéraire, deux ans d'hypokhâgne-khâgne et une licence d'histoire suivis en région parisienne, il quitte tout pour préparer un brevet de responsable d'entreprise agricole (BPREA) cidricole au lycée de Saint-Pierre-en-Auge.

L'établissement se situe à quelques kilomètres de l'exploitation du grand-père, ancien éleveur de vaches allaitantes, installé à Valsemé, une commune de 261 habitants. « *En repérant la formation en 2023, ce fut la révélation. Je me suis dit : "Ça y est, j'ai trouvé ma voie. Je veux être paysan."* »

À l'annonce de ce choix, le papi de 78 ans l'a regardé « *bizarrement* », ne s'attendant pas à voir, au soir de sa vie, son petit-fils reprendre le flambeau. Il n'a laissé éclater sa joie et sa fierté qu'une fois que Théo a obtenu son diplôme, terminé son stage chez David Gautard, un producteur de cidre local, décroché en 2024 le poste de maître de chai au sein de l'établissement qui l'a formé et surtout lorsqu'il l'a vu, à la ferme, s'acharner à planter des pommiers les week-ends. « *Ça commence à prendre forme. En deux ans, on a déjà mis en terre deux hectares de pommiers*

Le saviez-vous ?

Le cidre n'est ni breton ni normand, révèle Théo Perrin. Il serait basque. Attesté à l'époque antique, « ce vin de pomme » serait arrivé en Normandie au milieu du Moyen Âge via le Pays basque. Produits du Robillard à commander sur : le-robillard.fr/tarifs-produits-cidricoles. Contact : Théo Perrin, maître de chai, 07 64 78 80 23.

en hautes tiges », confie Théo, heureux d'avoir dissipé les doutes de celui qui lui a transmis l'amour des champs et des foins.

Né à Castres, dans le Tarn, Théo a grandi au rythme des mutations d'un père parachutiste militaire de carrière. À 2 ans, il découvre la Nouvelle-Calédonie où la famille séjourne pendant trois ans. À 5 ans, il fait le plein de copains dans une école primaire de Tarbes, dans les Pyrénées. À 10 ans, lui et son accent du Sud débarquent dans les Yvelines, à Saint-Germain-en-Laye, une ville bourgeoise « *qui n'accepte pas trop les différences* ». Le père quitte l'armée et devient chef de gare routière au ministère de la Défense. La mère est infirmière. Ces nouveaux caps professionnels ancrent la famille en région parisienne. « *Petit, ce n'est pas facile de s'adapter. Trouver sa voie et sa place n'est pas évident.* »

Tracer son sillon

La Normandie est une réponse au sentiment de déracinement d'autrefois. C'est là qu'il creuse aujourd'hui son sillon. « *Mon grand-père vient de cet endroit. Mon idée est de m'y enraciner.* »

En attendant de s'installer à son compte, Théo gère entièrement les huit hectares de vergers du Robillard. Plantation, taille, production et commercialisation, il pilote toutes ces activités. « *J'ai une grande autonomie. La récolte tourne autour de 40 à 50 tonnes de pommes. Ça permet de produire près de 15 000 bouteilles de cidre, de jus de pomme, bref, toute la gamme des produits.* » Son ambition immédiate : « *rendre l'atelier cidriculture rentable et moderniser la marque de cidre Le Robillard afin d'en faire la vitrine du lycée.* »

L'implantation dans le Calvados se poursuit même côté cœur. Théo s'est épris de la petite-fille du meilleur ami du pépé, éleveur et cidriculteur mais surtout voisin à Valsemé.

Fatima Souab

DATES-CLÉS

- 1999** Naissance à Castres (Tarn)
- 2016** Baccalauréat L au lycée Jeanne d'Albret à Saint-Germain-en-Laye
- 2023** Formation du BPREA cidricole au lycée Le Robillard, à Saint-Pierre-en-Auge
- 2024** CDI de maître de chai au lycée Le Robillard

En une :

Dans l'Aube, le Médicobus apporte des soins aux patients isolés : le Dr Soibinet, retraité, reprend du service pour une médecine de proximité. Lire en pages 12 et 13.

2 LE PORTRAIT

Théo Perrin,
paysan du cidre

5 L'ESSENTIEL

L'actu des régions et de l'institution

8 LA QUESTION

Accès aux soins
Comment relever le défi ?

18 DÉCRYPTAGE

Les femmes du monde agricole en chiffres
Des disparités qui résistent

20 TERRITOIRES

➤ **Inondations en Pays de la Loire**
Les champs à l'épreuve de la Loire

➤ **Denis Fumery**
L'agriculteur qui cultive le dialogue

26 MIEUX-VIVRE

Rencontres prévention jeunes
Génération engagée

28 LA BONNE NOUVELLE

Agriculture
Jeunes installés : le chiffre qui rassure

ÉDITORIAL

Accès aux soins : **LA MSA AGIT**

Deux millions de seniors agricoles seront en perte d'autonomie d'ici 2030, un tiers de la population vit dans des zones sous-dotées en médecins et 87 % du territoire fait face à un déficit de professionnels de santé. Ces chiffres impressionnants indiquent clairement que l'accès aux soins doit rester une priorité collective. La MSA compte bien y prendre toute sa part et jouer un rôle déterminant.

Les besoins de santé dans le monde agricole sont particuliers : maladies chroniques liées à certains métiers, exposition continue à des risques, isolement et fragilités psychosociales. Pour y répondre, la MSA renforce son action en soutenant des solutions de proximité concrètes et adaptées : dispositifs mobiles, centres de santé participatifs, télémédecine adaptée aux réalités locales de l'offre de soins. Chaque caisse porte désormais une initiative structurante, coconstruite avec les partenaires locaux pour répondre précisément aux besoins des territoires qu'elle connaît intimement.

L'accompagnement des structures d'exercice coordonné (SEC) constitue l'un des leviers majeurs. Les maisons de santé pluriprofessionnelles, les communautés professionnelles territoriales de santé ou encore les immersions pour étudiants en santé permettent de stabiliser l'offre médicale et de soutenir l'installation durable de nouveaux professionnels. Les résultats parlent d'eux-mêmes : 385 SEC ont été accompagnées par la MSA entre 2021 et 2025. Ce bilan confirme la valeur ajoutée opérationnelle de la MSA et la positionne comme un acteur capable non seulement de coordonner, mais aussi d'organiser et de structurer l'offre de soins dans les zones rurales.

La continuité des parcours de santé reste un axe central. Le dispositif « Retour vers les soins » permettra d'identifier les assurés qui ont décroché et de les réorienter vers les dispositifs de coordination adaptés. Les parcours dédiés aux maladies chroniques, enrichis par l'éducation thérapeutique, renforcent cet accompagnement et sécurisent un suivi essentiel pour les publics fragiles.

L'efficacité de ces actions repose sur une coopération étroite avec les Agences régionales de santé, l'Assurance maladie, les collectivités territoriales et les professionnels du secteur médico-social. Mais aucune stratégie ambitieuse ne peut se déployer sans moyens. Le financement doit être solide, durable et lisible pour soutenir les initiatives locales, renforcer l'ingénierie de projet et permettre l'innovation. Sans ressources adaptées, les avancées resteraient ponctuelles.

Avec son ancrage territorial, son expertise et ses résultats, la MSA confirme son rôle d'acteur moteur dans l'accès aux soins en milieu rural. Elle n'observe pas les transformations : elle les impulse, les accompagne et les structure. Le cap est clair : faire de l'accès aux soins une réalité durable, équitable et accessible pour toutes les populations rurales. C'est tout le sens du dossier que le Bimsa consacre à cette priorité majeure.

François Serpaud,
premier vice-président de la CCMMSA.

**Le Bimsa n°257** | Avril - Mai 2026

Caisse centrale de la Mutualité sociale agricole – 19, rue de Paris – CS 50070 – 93013 Bobigny Cedex – Tél. : 01 41 63 77 77 – www.msa.fr – Le Bimsa : dépôt légal à parution – CPPAP : 1026M 05851 – ISSN : 1298-9401 – Directeur de la publication : Anne-Laure Torrèsin – Comité d'orientation : Jean-François Fruttero ; Sabine Delbos-Naudan ; Hélène Dapvril ; Jean-Marie Gautier ; Thierry Girard ; Frédéric Lanneau ; Thierry Manten ; Xavier Valette – Rédacteur en chef : Alexandre Roger – Rédactrice en chef adjointe : Marie Molinaro – Rédacteurs : Frédéric Fromentin ; Coline Lucas ; Fatima Souab – Maquettiste : Delphine Levasseur – Conception : Christine Brianchon – Administration et abonnements : tél. : 01 41 63 73 31 – Abonnement 1 an : 11,60 € – Imprimeur : Riccobono Imprimeurs – Papier issu de forêts gérées durablement. Imprimé en France ■ ■ ■, sans sécheur, sans eau et sans chimie sur du papier recyclé et labellisé – www.riccobono-imprimeurs.com – Couverture : © Coline Lucas/Le Bimsa – Éditorial : © Franck Beloncle/CCMSA Image



La reproduction d'articles du Bimsa est subordonnée à une autorisation préalable.





LOT

Face au dioxyde de carbone la filière viticole se mobilise



Experts, professionnels et futurs diplômés ont été sensibilisés aux dangers du CO₂ qui s'accumule lors de la fermentation alcoolique.

Le 4 mars, sur le domaine de Lacoste, vignoble situé au cœur du lycée des territoires de Cahors-Montat, une quarantaine de vignerons, salariés d'exploitation et étudiants ont participé à une journée de sensibilisation consacrée aux dangers du dioxyde de carbone (CO₂). Organisée par la MSA Midi-Pyrénées Nord et ses partenaires, elle visait à rappeler

une réalité trop souvent sous-estimée : le CO₂, gaz incolore et inodore émis lors de la fermentation alcoolique, s'accumule dans les zones basses des chais et peut entraîner une asphyxie en quelques minutes. Il provoque plusieurs accidents mortels chaque année.

Au programme de la matinée : captage du CO₂ à la source, ventilation mécanique adaptée, détection mobile ou fixe, organisation stricte des interventions et préparation rigoureuse des secours. En effet, un tiers des victimes s'intoxique en tentant de porter assistance sans protection adaptée. L'après-midi, les participants ont observé, directement dans le chai, l'accumulation de gaz tout au long du processus de vinification.

En rassemblant experts, professionnels et futurs diplômés, les organisateurs réaffirment la nécessité de bâtir une culture de vigilance. Car dans les caves du Lot comme partout en France, l'excellence d'un vin commence par la protection de ceux qui le façonnent.



PAS-DE-CALAIS

Tisser des liens entre générations

Le 10 février, à la Marpa (résidence autonomie de la MSA) de Fauquembergues, une rencontre a réuni les résidents et les élèves de la maison familiale rurale d'Hucqueliers. Autour des fourneaux, pizzas maison et salade de fruits ont donné le ton : celui du partage et de la transmission. Très vite, les gestes se sont coordonnés, les regards se sont croisés, et les générations ont trouvé un langage commun. L'après-midi, l'élection des miss et mister de l'établissement, ponctuée de rires et de musique, a scellé cette

complicité naissante, faisant tomber avec légèreté les barrières de l'âge. L'objectif ? Préparer un séjour intergénérationnel prévu un mois plus tard, le 23 mars.

Le jour du départ, une grande effervescence s'est installée, mêlant impatience et émotion. Les participants ont pris la direction de Cabourg dans la joie et la bonne humeur.

Au-delà de la destination, c'est bien une ambition sociale qui se dessine : lutter contre l'isolement, valoriser l'engagement des jeunes, et créer des souvenirs communs.



HAUTES-PYRÉNÉES

Un salon régional de l'agriculture sans bovins

Le salon agricole de Tarbes s'est refermé dimanche 8 mars sur une fréquentation en baisse de 20 %. L'absence de bovins, liée au risque de dermatose nodulaire contagieuse, ainsi qu'une météo capricieuse, ont pesé sur la venue du public familial. Malgré des animations centrées sur les ovins, caprins et équidés, « l'attrait des concours bovins a manqué », reconnaît Jean-Louis Cazaubon, président du salon, qui rappelle toutefois que 2025 avait été une année record. Dans ce contexte plus calme, la MSA Midi-Pyrénées Sud a assuré sa présence à travers de nombreuses animations autour de la prévention des risques domestiques et professionnels, de la santé, de l'accompagnement des employeurs et du développement rural. Deux conventions importantes ont été signées : avec le service de remplacement et Clarnie, une plateforme qui met en relation agriculteurs et jeunes (stagiaires, apprentis, saisonniers) pour faciliter le recrutement et sécuriser les parcours professionnels.

Le stand a également assuré des permanences d'accueil en lien avec France services, ainsi qu'une table ronde consacrée aux projets de développement des territoires ruraux avec Dominique Mas, la directrice de la Marpa de Bourg-de-Bigorre. Par ailleurs, des actions de dépistage gratuit, notamment des mammographies, ont été réalisées à bord du camion PrévenTIMM.

Le chiffre

12 661

C'est le nombre de chefs d'exploitation qui se sont installés en 2024, soit 960 de moins qu'en 2023 (- 7 %).

Source : Infostat MSA 2026



YONNE

Courir pour l'inclusion et la prévention



Au stade de Sens, les élèves du Sénonais s'élancent lors du cross solidaire, symbole d'une mobilisation collective en faveur du sport, de l'inclusion et de la prévention.

À l'initiative de Carole Dabrigéon, sous-préfète de Sens, la MSA Bourgogne et l'Union sportive de l'enseignement du premier degré ont relevé en un temps record un pari ambitieux : organiser un cross solidaire fédérateur. Le 31 mars, près

de 300 élèves, du primaire au lycée, ont répondu présents, aux côtés des jeunes de l'établissement pour enfants et adolescents poly-handicapés Les Oliviers et de l'institut médico-éducatif Sainte-Béate.

Sur la piste comme en dehors, la journée a dépassé le simple cadre sportif. Dans une ambiance à la fois studieuse et conviviale, les participants ont été sensibilisés à des enjeux de santé publique : prévention des cancers avec la Ligue contre le cancer, initiation aux gestes de premiers secours avec l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique, ou encore information sur les conduites à risque avec Addictions France.

Cette première édition illustre la capacité des acteurs locaux à se mobiliser rapidement autour de projets porteurs de sens. Une réussite collective qui en appelle déjà d'autres.

FRANCE

Réforme de l'assiette et du barème des cotisations sociales

La réforme des cotisations sociales des non-salariés agricoles marque un tournant vers plus de lisibilité et de cohérence. Elle s'appliquera pour la première fois à l'occasion de la campagne de déclaration fiscale et des revenus pour l'année 2026 qui démarre en avril.

Son pilier central est la mise en place d'une assiette sociale – base de calcul des cotisations et droits sociaux déterminée à partir des revenus – unique, désormais établie à partir du revenu professionnel brut, diminué des charges d'exploitation, puis soumis à un abattement forfaitaire de 26 %. Ce nouveau mode de calcul met fin à la coexistence de plusieurs assiettes, notamment entre cotisations sociales et CSG-CRDS, et se rapproche du régime des salariés.

Sans augmenter le niveau global des prélèvements, la réforme en modifie la répartition : la part des cotisations dites contributives, qui ouvrent des droits directs comme la retraite, progresse, tandis que celle des contributions (CSG-CRDS) diminue. Les barèmes sont ajustés en conséquence, notamment pour l'assurance maladie et la retraite complémentaire. À la clé, une meilleure prévisibilité des charges et un renforcement des droits sociaux pour les exploitants. « Il s'agit d'une avancée sociale qui permet de renforcer les droits sociaux des agriculteurs, et qui s'inscrit pleinement dans nos objectifs en matière de simplification des démarches administratives », souligne Jean-François Fruttero, président de la MSA. **Plus d'infos sur : msa.fr**

Frelon asiatique : intensification de la lutte

Lancé le 27 mars, le plan national de lutte contre le frelon asiatique vise à mieux coordonner les actions face à une espèce invasive désormais présente sur tout le territoire. Doté de 3 millions d'euros par an, il doit financer en priorité le piégeage et la protection des ruchers. Apparu en France en 2004, le frelon asiatique représente aujourd'hui une menace majeure pour la filière apicole, étant responsable d'environ 20 % de la mortalité des abeilles domestiques.

Porté par Mathieu Lefèvre, ministre délégué chargé de la Transition écologique, ce plan s'inscrit dans la continuité de la loi promulguée en 2025, visant à endiguer la prolifération de ce prédateur d'abeilles et à préserver la filière apicole. L'objectif est désormais de limiter les impacts de l'espèce, son éradication n'étant plus envisageable. Une organisation structurée, du niveau local au national, doit permettre de renforcer la coordination et d'améliorer l'efficacité des actions engagées.



Plus d'infos sur ecologie.gouv.fr

Le chiffre

0,9 %

C'est le taux de revalorisation des prestations sociales (comme le revenu de solidarité active, l'allocation aux adultes handicapés et les allocations familiales, etc.) au 1^{er} avril 2026 en France métropolitaine, dans un contexte de ralentissement de l'inflation (1,7 % en 2025).



OISE

Plonger dans le quotidien d'une ferme laitière



Les élèves de CM1, après avoir étudié la production laitière en classe, se sont rendus à la ferme pour en découvrir les secrets aux côtés d'une exploitante agricole.

À Guiscard, 110 élèves de CM1 ont participé, le 23 mars, à une immersion au cœur d'une exploitation de vaches laitières dans le cadre de l'action « De la terre à l'assiette, dévore ton terroir », initiée par le service de prévention santé de la MSA Picardie et l'Inspection académique de Noyon. Objectif : reconnecter les plus jeunes à l'origine des produits qu'ils consomment et promouvoir une alimentation équilibrée et locale.

Guidés par une éleveuse, les enfants ont découvert les étapes

de la production de lait, observé la fabrication de fromages et assisté, avec émotion, à un vêlage. Une séquence rare qui renforce la compréhension du vivant et du travail paysan.

Le projet vise à rapprocher les professionnels de santé, les enseignants et les acteurs agricoles pour transmettre des savoirs essentiels et encourager de meilleures pratiques alimentaires. Une démarche de prévention et d'éducation qui ambitionne de retisser le lien entre école, territoire et agriculture.



AVEYRON

Deux journées pour briser le silence

Les 17 et 18 mars derniers, à Saint-Rome-de-Cernon, l'équipe de l'action sanitaire et sociale de la MSA Midi-Pyrénées Nord a organisé deux journées consacrées au mal-être en agriculture. Cette initiative s'inscrit dans le programme « Agriculture, entre passion et déception », déployé depuis plusieurs années en Sud Aveyron afin de prévenir, repérer et accompagner les situations de fragilité.

Au cœur de ces rencontres, un théâtre-forum interactif proposé par la compagnie Force Nez a permis d'aborder de manière concrète et participative les difficultés rencontrées par les professionnels agricoles. Les échanges ont été enrichis par des témoignages et par l'intervention de Sophie Cot-Rascal, psychologue clinicienne

et référente nationale du dispositif Agri'écoute. Ateliers et discussions ont offert aux participants un espace pour partager leurs expériences, mieux identifier les signaux d'alerte et réfléchir collectivement à l'attitude à adopter face à des situations de détresse. L'occasion également de mettre en lumière le réseau des écoutants bénévoles du Sud Aveyron, créé en 2018. Formés par une psychologue et accompagnés par les travailleurs sociaux de la MSA, ces bénévoles assurent une écoute de proximité, dans le respect de la confidentialité. À travers cette mobilisation, l'institution rappelle l'importance du collectif pour briser le silence, lever les tabous et renforcer la prévention en matière de santé mentale dans le monde agricole.

AGENDA



Perpignan

medFEL

→ du 28 au 29 avril

Au parc des expositions, le salon mettra à l'honneur la filière fruits et légumes : 250 exposants, six secteurs représentés et 5 000 visiteurs attendus. Conférences, tables rondes et rencontres professionnelles rythmeront ces deux journées consacrées aux enjeux agricoles, logistiques et environnementaux du secteur.

» medfel.com

Cantal

Fête de l'Estive

→ du 23 au 24 mai

Dans le village d'Allanche, la traditionnelle fête de l'Estive met à l'honneur la montée des troupeaux de vaches Salers vers les vastes pâturages. Sur fond de musique folklorique et de bandas, le défilé des troupeaux sera accompagné d'un grand marché du terroir et d'animations célébrant les savoir-faire locaux. Le dimanche, la montée à l'estive invite à accompagner les éleveurs et leurs bêtes jusqu'aux pâturages estivaux dans une atmosphère conviviale et ouverte à tous.

» auvergnerhonealpes-tourisme.com

Lyon

Congrès national de médecine et santé au travail

→ du 2 au 5 juin

Cette 38^e édition réunira les acteurs du secteur autour des enjeux actuels de la prévention et de la santé au travail. Rendez-vous incontournable de la profession, le programme sera structuré autour de neuf thématiques, allant des risques émergents aux évolutions des organisations de travail. Sessions scientifiques, ateliers et échanges d'expériences rythmeront ces journées.

» medecine-sante-travail.com

Pas-de-Calais

Terres en Fête

→ du 5 au 7 juin

Véritable vitrine de l'agriculture régionale, le salon, qui se déroule à Tilloy-lès-Mofflaines, réunit plusieurs centaines d'exposants autour de l'élevage, du machinisme, des filières végétales et des produits du terroir. Animations, démonstrations et villages thématiques rythmeront les journées à la fois pour les professionnels et le grand public.

» terres-en-fete.com

**MAISON
DE
SANTÉ
DE S... ETIT**

VOYAGES FRANCOIS

Accès aux soins

COMMENT relever LE DÉFI ?

Déserts médicaux, fracture territoriale, tension sur les effectifs : l'accès aux soins s'impose comme l'un des grands défis du système de santé.

En 2024, 87 % du territoire est classé en désert médical. Si le nombre de praticiens progresse et les modes d'exercice se recomposent, les inégalités demeurent.

En première ligne, la MSA mise sur la coopération et l'immersion des étudiants pour renforcer l'attractivité des zones rurales et préparer la relève.

Près de 400 structures d'exercice coordonné ont été accompagnées ces cinq dernières années, avec un objectif clair : réarmer les territoires ruraux.

SÉDUIRE LES FUTURS SOIGNANTS

Éduc'Tour : la coopération COMME SOLUTION

À Signy-le-Petit, commune rurale des Ardennes, une quarantaine d'étudiants en santé ont participé, les 12 et 13 mars, à un séminaire immersif consacré à l'exercice coordonné en maison de santé pluriprofessionnelle. Porté par la MSA Marne Ardennes Meuse, en partenariat avec la CPAM des Ardennes et l'Agence régionale de santé Grand Est, le dispositif Educ'Tour vise à renforcer l'attractivité des territoires ruraux dans lesquels l'accès aux soins reste sous tension.

Dans ce village niché à la lisière de la Thiérache, à proximité de la frontière belge, la difficulté d'accès aux soins n'a rien d'abstrait. Elle façonne le quotidien. Ici, la distance se mesure autant en kilomètres qu'en temps passé pour décrocher un rendez-vous chez un spécialiste à Reims ou à Charleville-Mézières, les deux centres urbains les plus proches.

Mais, le temps de deux jours, la dynamique s'est inversée : ce sont les futures blouses blanches qui ont fait le déplacement pour découvrir Signy-le-Petit et sa maison de santé pluriprofessionnelle (MSP). Un véritable petit bijou d'ingénierie médico-sociale, au service des 1 200 habitants de la commune et des villages alentours, mais aussi de la qualité de vie au travail de la vingtaine de praticiens, dont quatre généralistes qui y exercent. Un lieu moderne et accueillant, sorti de terre en 2015, où presque toutes les spécialités sont représentées, et qui a la particularité d'avoir été pensé dès l'origine par les soignants eux-mêmes.

Dans le petit groupe de visiteurs, les internes en médecine, étudiants en pharmacie, élèves infirmiers, kinésithérapeutes et sages-femmes en devenir sont majoritairement issus de la faculté de Reims et de l'institut de formation en soins infirmiers de Charleville-Mézières. Tous se sont portés volontaires pour embarquer dans l'aventure du premier Educ'Tour organisé dans les Ardennes. Cet événement leur a permis de rencontrer leurs pairs et, peut-être, leurs futurs collègues.

Né en Bourgogne-Franche-Comté il y a une dizaine d'années et désormais déployé à l'échelle nationale, ce dispositif conçu par la MSA repose sur une idée simple : immerger les étudiants dans la réalité du terrain dès leur formation afin d'orienter leurs choix d'installation.

Durant deux jours, les futurs soignants ont travaillé ensemble, confronté leurs représentations, analysé des cas cliniques et imaginé des organisations de soins adaptées à ce territoire isolé. Une pédagogie active, très éloignée des enseignements théoriques classiques. « *Le but est de décroiser les formations, car les différents cursus restent encore largement segmentés. L'idée est aussi de leur montrer tout l'intérêt de travailler ensemble* », explique le Dr Céline Dellinger-Jolly, médecin-conseil à la MSA Marne Ardennes Meuse, pilote du projet et fervente militante de l'exercice coordonné.

Concrètement, cela désigne une organisation des soins dans laquelle plusieurs professionnels de santé collaborent de manière structurée autour du patient. Ils partagent les informations, construisent des parcours de soins cohérents et se répartissent les rôles en fonction de leurs compétences.

Plancher sur des problématiques du territoire

Pour les pousser à trouver des solutions en mode coopératif, les participants ont analysé un cas complexe : une femme enceinte, isolée, diabétique et en difficulté sociale. Rapidement, un constat s'impose. « *Personne ne peut gérer une telle patiente seule* », résumait Appoline et Emma, deux futures sages-femmes.

L'atelier « Construire un projet sur un territoire » a également permis de mobiliser les compétences de chacun au-delà des spécialités. En faisant appel à leur créativité, ils ont planché sur des problématiques ancrées localement. Au programme : dépistage du cancer, sport adapté, lutte contre les addictions et mise en place d'un bus santé pour aller au plus près des habitants. Un travail collaboratif encore théorique, mais en prise directe avec les besoins de nombreux territoires ruraux.



Des étudiants en santé découvrent la maison de santé pluriprofessionnelle de Signy-le-Petit, un modèle d'exercice coordonné en milieu rural.



» « *L'exercice met en lumière une réalité peu enseignée : en ruralité, la coordination n'est pas un supplément, mais une des conditions de la bonne prise en charge du patient* », souligne Yannick Pacquelet, coordinateur de la MSP de Signy-le-Petit et président de la communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS) de Rimbaud à Mermoz, du nom de deux illustres figures locales.

Au-delà de la pratique clinique, les étudiants découvrent des dimensions

rarement abordées dans leur formation : la construction de projets de santé territoriaux, l'élaboration de protocoles de soins ou encore l'organisation du travail collectif. Les effets sont immédiats. « *Je connaissais déjà un peu l'exercice coordonné, mais ici, j'en comprends vraiment la réalité* », confie Laurine, interne en troisième année de médecine, originaire de Givet. Elle vient de signer un contrat d'engagement de service public (CESP) et se projette désormais plus concrètement en maison de santé.

Même constat pour Océane, sa camarade d'amphi : « *On l'avait un peu expérimenté en stage, mais ici, on le vit. Je ne me verrais pas exercer autrement. Travailler seul – et c'est encore plus vrai en milieu rural – n'est bon ni pour le patient, ni pour les soignants.* »

La MSP n'est pas un long fleuve tranquille

Les organisateurs n'ont par ailleurs pas cherché à lisser la réalité. Un atelier intitulé « *La MSP n'est pas un long fleuve tranquille* » aborde sans détour les tensions : divergences de pratiques, désaccords organisationnels et gestion du collectif. On y parle même « *gros sous* » et de l'importance, dès la création d'une telle structure, de contractualiser le partage des revenus et des charges avec ses collègues et associés. Un réalisme salué par les participants. « *Même si ce n'est pas un modèle parfait, c'est rassurant*

de voir que c'est un projet souple qui se construit collectivement », confie une étudiante.

Le territoire, situé à l'extrémité septentrionale de la « diagonale du vide » qui traverse le pays du nord au sud, demeure marqué par des fragilités socio-économiques et par une démographie médicale sous tension. Mais il montre aussi une réelle capacité d'organisation. La CPTS de Rimbaud à Mermoz structure la coopération à l'échelle du bassin de vie, couvrant près de 9 000 habitants. Les collectivités locales soutiennent activement les projets de santé, au premier rang desquelles la communauté de communes Ardennes Thiérache. Autour de la MSP, un écosystème dense : école, Ehpad, structures médico-sociales et équipements publics sont concentrés sur un périmètre restreint. Pour beaucoup d'étudiants, la surprise est réelle. La ruralité apparaît moins isolée qu'imaginée, plus structurée, presque compacte. « *On est en pleine campagne, mais avec tout à portée de main* », observe l'un d'eux.

Sur place, les professionnels témoignent avec sincérité. Nicolas Mathot, pharmacien installé non loin de là, évoque les difficultés d'attractivité : « *Il est souvent plus simple pour un rural d'aller s'installer en ville que l'inverse.* » Mais il insiste sur ce qui fait la singularité de son exercice : « *Ici, la force, c'est la proximité. On connaît les patients, leur histoire et leur environnement.* »

Un argument qui trouve un écho particulier chez certains participants

Un levier pour l'attractivité

Lancé par la MSA, Educ'Tour s'impose progressivement comme un outil de formation à l'exercice coordonné en milieu rural. Dans un contexte de désertification médicale, l'initiative vise à sensibiliser les étudiants en santé – médicaux, paramédicaux et sociaux – aux réalités de l'exercice collectif sur ces territoires, et à susciter des vocations d'installation.

Au terme de la Convention d'objectif et de gestion (COG) 2021-2025, 22 caisses sur 35 ont organisé au moins un séminaire interprofessionnel, en partenariat avec des universités, des instituts de formation et des écoles du travail social. Certaines MSA, notamment Bourgogne, Franche-Comté ou Côtes Normandes, se distinguent par des éditions répétées et une dynamique bien ancrée. D'autres peuvent se trouver freinées par l'absence de faculté de médecine sur leur territoire.

Face à ces disparités, des adaptations sont envisagées pour la COG 2026-2030, avec des formats plus souples, organisés directement dans des maisons de santé rurales. Objectif principal : généraliser une culture du travail en équipe, devenue essentielle pour répondre aux défis de l'accès aux soins.



Photos: Alain Lanneteq

Futurs soignants réunis à Signy-le-Petit : deux jours d'échanges et de rencontres qui font naître des envies d'exercice collectif en ruralité.

étudiant à Reims. Tom, originaire de la commune, et Emma, de Nouzonville, tous deux futurs pharmaciens, envisagent de revenir exercer dans le département, portés à la fois par leur attachement au territoire et par le sentiment d'y être utiles.

« On ne s'installe pas par hasard, rappelle le Dr Mélanie Gerbaux, médecin généraliste, enseignante à la faculté de médecine de Reims et vice-présidente de la CPTS. Ce sont les rencontres, les stages et le fait de se sentir attendu par la population qui comptent. »

Au terme des deux jours, les impressions convergent. « Ça donne carrément envie de s'installer ici », résume Océane et plusieurs autres. Reste une inconnue : ces intentions se concrétiseront-elles ? Un suivi des participants est prévu pour mesurer l'impact réel du dispositif. Pour les organisateurs, l'enjeu est stratégique. Dans un département où chaque installation compte, susciter des vocations précoces pourrait contribuer à inverser la tendance.

Face aux déserts médicaux, l'expérience développée depuis plus de dix ans au sein de la MSP de Signy-le-Petit démontre qu'au-delà de ses fragilités, la ruralité peut offrir un cadre d'exercice collectif structuré et porteur de sens pour les médecins, tout en étant rassurant pour les patients. Comme le résume un médecin du territoire : « On soigne mieux quand on apprend d'abord à travailler ensemble. »

Alexandre Roger

À l'épreuve du terrain

L'ESSAIMAGE

Éduc'Tour, né en Bourgogne-Franche-Comté et porté par la MSA, se déploie dans plusieurs régions pour rapprocher étudiants en santé et territoires ruraux, favoriser la coopération interprofessionnelle et encourager l'installation des professionnels de santé.

› MSA Nord-Pas de Calais

Depuis trois ans, la MSA Nord-Pas de Calais déploie Éduc'Tour avec les instituts de santé lillois. L'édition 2026, organisée les 11 et 12 février puis les 11 et 12 mars dans trois territoires ruraux du Nord et du Pas-de-Calais, a réuni 45 futurs praticiens de disciplines variées autour d'un objectif : expérimenter la coopération interprofessionnelle. Après une phase préparatoire, les participants ont été immergés au sein de CPTS. Ils y ont découvert l'exercice coordonné, confronté leurs pratiques et travaillé sur des enjeux concrets de santé publique, révélant l'importance du collectif et suscitant des vocations en milieu rural.

› MSA Île-de-France

À l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, Éduc'Tour s'est déployé dans les Yvelines à partir du 19 février. Porté par la MSA Île-de-France, en partenariat avec l'Assurance maladie des Yvelines et l'Agence régionale de santé, le dispositif a réuni 80 étudiants en santé pour les sensibiliser à l'exercice coordonné. Deux temps de séminaire, les 19 février et 12 mars à Montigny-le-Bretonneux, ont précédé une journée d'immersion le 19 mars au sein de maisons de santé pluriprofessionnelles. Objectif : confronter les futurs praticiens aux réalités du terrain et encourager leur installation dans des territoires en manque de professionnels.

› MSA Auvergne

En Auvergne, la 3^e édition d'Éduc'Tour s'est tenue le 3 février à Bellenaves, dans l'Allier. Organisée par la MSA Auvergne, cette journée a réuni 27 étudiantes en orthophonie

et en kinésithérapie pour une immersion au sein d'une maison de santé pluriprofessionnelle. Au programme : visite des structures, échanges avec les professionnels et ateliers en petits groupes autour de l'exercice coordonné en milieu rural. Partenaires institutionnels et acteurs locaux ont participé à cette première édition, marquée par la qualité des échanges. Une nouvelle journée a été organisée le 21 avril à Saint-Pourçain-sur-Sioule.

La MSA et Médecins solidaires avancent dans les déserts médicaux

Depuis 2025, le partenariat entre la MSA et l'association Médecins solidaires contribue à renforcer l'accès aux soins dans plusieurs territoires ruraux. Le collectif de praticiens, fondé sur un modèle de temps partagé médical – un médecin différent chaque semaine dans un même centre – permet d'assurer une continuité de présence médicale dans des zones où l'offre est devenue insuffisante. Le soutien financier de la MSA a facilité l'ouverture ou la consolidation de centres à Bû (Eure-et-Loir), Corbeilles (Loiret), Reuilly (Indre) et Charenton-du-Cher (Cher).

Les données d'activité confirment l'utilité de ce dispositif : plus de 12 000 consultations réalisées à Charenton-du-Cher, 5 000 à Reuilly et environ 2 400 à Bû en moins d'un an. Dans chaque structure, les coordinatrices jouent un rôle central dans l'organisation du centre, la gestion des flux et le suivi des dossiers, ce qui permet aux médecins de se concentrer sur les consultations. Le partenariat s'étend également à la prévention. Le Tour Prévention de septembre 2025 a réuni 345 participants autour d'ateliers destinés aux enfants, aux familles et aux seniors.

Pour 2026, les deux partenaires prévoient de poursuivre le déploiement avec l'ouverture de nouveaux centres, l'ajout de lignes médicales et la modernisation des outils numériques afin d'améliorer la planification et la coordination des missions



Photos : Coline Lucas / Le Bimsa



Médicobus

1



QUAND LE MÉDECIN VIENT À VOUS

Dans l'Aube, en région Grand Est, un bus aménagé en cabinet médical sillonne les zones touchées par les déserts médicaux. À bord du Médicobus, une secrétaire, une infirmière et des médecins viennent à la rencontre de patients isolés, souvent sans suivi médical depuis des années. Plus qu'un cabinet, le dispositif incarne une vraie médecine de proximité et recrée du lien dans les campagnes.

« **D**epuis que mon médecin traitant est parti à la retraite, j'ai du mal à trouver des rendez-vous. Ce bus permet de résoudre les problèmes de mobilité qu'on a dans les campagnes. » Sophie, la cinquantaine, habitante de Bayel dans l'Aube, profite de l'arrivée d'un petit nouveau dans le village : le Médicobus, un cabinet médical itinérant. Guidée par Catherine Pitet, la secrétaire du dispositif, et soutenue par une béquille, elle monte d'un pas mal assuré dans le camion posté sur la place du village. Dans cette commune de 738 habitants, l'arrivée de la structure mobile marque un vrai tournant dans l'accès aux soins.

À l'intérieur du véhicule, exigu mais optimisé au centimètre près, le Dr Claude Soibinet accueille sa patiente avec un grand sourire. À peine retraité, il a réenfilé sa blouse, à 73 ans, quand le projet s'est présenté. « Pour moi, exercer ce métier, c'est un engagement. »

Depuis quelques mois, il reçoit entre huit et dix patients sur la place du village, une journée par semaine. « La médecine, c'est ma vie. Je trouvais dommage que mes 50 années d'expérience ne servent plus à personne », commente-t-il.

Pour Sophie, l'arrivée de ce dispositif de soins est un soulagement. Après deux cancers du sein, et reconnue handicapée, elle est limitée dans ses déplacements. Elle ne peut plus exercer son métier, une étape qui a été un déchirement pour elle. « Qu'est-ce que je peux faire ? J'ai travaillé 10 ans dans l'Édu-

cation nationale, aux cuisines, à l'accueil ou à faire les ménages. J'aurais préféré avoir un petit travail, mais avec mon handicap, c'est compliqué... » Le médecin tend l'oreille avec attention et bienveillance pendant plus d'une demi-heure. La discussion se poursuit après le rendez-vous avec l'infirmière et la secrétaire. Une écoute à la fois médicale et humaine qu'elle n'avait pas retrouvée depuis longtemps.

Car le Médicobus ne soigne pas que les corps, il recrée aussi du lien et permet aux patients de parler s'ils en ressentent le besoin. « Il a un rôle médical mais aussi social et psychologique », confirme Emmanuelle Renneville, chargée de mission santé pour le département de l'Aube, qui a mis sur pied le projet.

25 000 habitants sans médecin traitant

Sophie repart avec une ordonnance pour des examens... et le sourire. « Elle n'avait aucun suivi médical, relève le praticien. Comme la plupart des patients que l'on suit. Pour certains, ça faisait même 15 ans qu'ils n'avaient pas vu de médecin ! » Lancé par le département de l'Aube et soutenu par la MSA Sud Champagne, le Médicobus répond à une pénurie dans la région. « 25 000 personnes se retrouvent sans médecin traitant, ce qui représente 13 % de la population »,



2

3

1 Dans l'Aube, si les patients ne peuvent pas aller jusqu'à un médecin, c'est le médecin qui vient à eux. Le Médicobus, cabinet médical itinérant, sillonne les déserts ruraux depuis le mois de mars.

2 Le Dr Soibinet, à la retraite depuis un an, a réenfilé sa blouse de médecin pour faire de la médecine de proximité, le cœur de son métier.

3 Catherine Pitet, secrétaire du dispositif, dirige les patients vers la petite salle d'attente du Médicobus. Elle assure également, avec Loraine Écuillon, infirmière, l'organisation logistique.

dénombrer Emmanuelle Renneville. Un chiffre plus élevé que la moyenne nationale qui est de 11 %.

Face à ce constat, le choix d'une unité itinérante est apparu comme une évidence. Labellisé France santé et porté par le plan France Ruralités 2023, le projet a commencé dès le mois de septembre 2025, d'abord dans des lieux fixes. Avant même la mise en circulation du camion, 345 consultations médicales ont ainsi été réalisées à Essoyes et à Ville-sous-la-Ferté (Clairvaux). En mars 2026, le camion est livré et peut commencer à parcourir les routes, avec quatre médecins à son bord. « *Nous avons choisi de recruter des professionnels déjà à la retraite pour ne pas affaiblir l'existant* », souligne la chargée de mission.

Retards de diagnostics

Ce manque de suivi n'est pas sans conséquences pour la santé des habitants. « *On peut rencontrer des retards de diagnostic importants* », alerte le Dr Soibinet. Des pathologies qui auraient pu être soignées ou freinées grâce à la prévention ou aux soins s'installent parfois. « *Ce matin par exemple, j'ai reçu un jeune très handicapé au quotidien par des douleurs, avec un tableau de rhumatisme inflammatoire qui se met en place. Il a peut-être une spondylarthrite ankylosante [maladie inflammatoire articulaire chronique, ndlr], mais n'a pas trouvé de médecin, ni ici, ni dans la région dans laquelle il a commencé un nouveau travail. Il n'a pas reçu de diagnostic alors qu'il pourrait bénéficier de traitements qui lui changeraient sûrement la vie...* », regrette-t-il.

Malgré ses limites, le Médicobus est, selon Claude Soibinet, l'exemple même d'une médecine de proximité. « *Je ne regrette pas d'avoir rejoint l'aventure : je traite des dossiers qui comptent vraiment, et je sens que mon travail est utile* », témoigne le médecin.

« *Ce projet, c'est l'ADN du département*, explique Philippe Dallemagne, président du département de l'Aube. *Nous souhaitons également renforcer l'attractivité des territoires*

et l'offre médicale dans les zones où les médecins se font rares. Le département développe ainsi des actions pour soutenir les étudiants, mettre à disposition des logements pour les futurs médecins et faciliter l'installation de leurs conjoints. » Le but : retrouver un territoire dynamique en termes d'accès aux soins.

Coline Lucas

Un bus tout terrain

Chaque jour, le Médicobus se déplace dans une commune différente de l'Aube avec un médecin attiré à chacune. Cinq communes sont aujourd'hui partenaires : Villenauxe-la-Grande, Rigny-le-Ferron, Essoyes, Bayel, Ville-sous-la-Ferté. Très bientôt, Les Riceys rejoindra le dispositif.

Les médecins sont épaulés dans leur mission par une équipe composée d'une infirmière, Loraine Écuillon et d'une secrétaire, Catherine Pitet. En plus de leurs fonctions (démarches administratives, accueil, soutien...), elles assurent également la logistique et doivent user d'astuces pour remédier aux problèmes. « *L'itinérance a le désavantage d'être soumise à certains aléas, il faut tout gérer, parfois avec des moyens limités et dans l'urgence* », confient-elles. Connexion Internet, installation des logiciels, conduite du bus... chaque déplacement est préparé minutieusement et doit proposer des solutions concrètes pour les patients. L'installation du camion, quant à elle, prend presque une heure. « *Quand on arrive, on doit tout désamarrer* », note Loraine. Les meubles et le matériel sont en effet attachés pendant le trajet. Le soir, il faut faire le ménage et tout amarrer à nouveau.

Le bus part tous les matins de Troyes pour s'installer dans les communes sur des emplacements adaptés aux besoins du dispositif. « *On doit être adossé à des lieux comme des salles des fêtes, des mairies ou des écoles afin de disposer de l'électricité, des sanitaires, un lieu d'accueil et une salle de repos* », liste Loraine Écuillon.

Côté organisation, « *deux créneaux d'urgences sont bloqués l'après-midi, et nous travaillons avec le Samu (15) qui renvoie certains patients vers nous* », explique l'infirmière. Le camion permettra bientôt d'effectuer des téléconsultations avec du matériel connecté en dehors des heures où les médecins exercent. Des bilans de prévention réalisés par l'infirmière devraient se multiplier.

À ce jour, ce sont 174 patients qui ont choisi ce centre de santé comme médecin traitant. La preuve que le département a besoin du Médicobus.



Près de 400 structures d'exercice coordonné ont été accompagnées par la MSA durant les cinq dernières années.

Plan national d'accès aux soins

Réarmer les territoires RURAUX

Face aux déserts médicaux et au vieillissement accéléré des campagnes, la MSA dévoile un plan ambitieux pour contribuer à une meilleure offre de soins à l'horizon 2030.

Dans les territoires ruraux, l'accès aux soins n'est plus seulement une difficulté : il devient une ligne de fracture. En 2024, 87 % du territoire national est classé en désert médical et près d'un tiers de la population vit dans une zone sous-dotée en médecins généralistes. Pour les habitants – et davantage pour les plus précaires – le risque de renoncement aux soins s'installe durablement. « *Nous faisons face à une crise structurelle qui appelle des réponses systémiques, pas des ajustements à la marge* », résume Virginie De Sousa, médecin conseiller technique national à la caisse centrale de la MSA.

À cette tension s'ajoute un facteur démographique déterminant : d'ici 2030, le nombre de personnes de plus de 60 ans vivant en milieu rural augmentera de 30 %, dont deux millions en perte d'autonomie. Une évolution qui accentue mécaniquement la pression sur un système déjà fragilisé.

Trois axes

C'est dans ce contexte que la MSA a déployé début mars son Plan national d'accès aux soins (PNAS) 2026-2030. L'ambition : passer d'une logique de réponse ponctuelle à une stratégie territoriale structurée.

Le plan repose sur une méthode éprouvée : partir des besoins locaux, mobiliser les acteurs, construire des solutions sur mesure et diffuser les initiatives efficaces. « *Notre rôle est*

d'être un facilitateur. Nous partons du terrain pour construire des réponses concrètes, adaptées aux réalités locales », insiste Virginie De Sousa.

Premier chantier : répondre à la pénurie médicale dans les zones les plus fragiles. Médicobus (lire en pages 12 et 13), cabinets itinérants, télémedecine, centres de santé participatifs ou plateaux techniques mutualisés : les solutions envisagées rompent avec le modèle traditionnel. Chaque caisse de MSA devra accompagner la création ou la consolidation d'au moins deux maisons de santé pluriprofessionnelles ou centres de santé d'ici 2028. « *Il n'existe pas de solution unique. Ce qui fonctionne dans un territoire ne sera pas forcément pertinent ailleurs. Notre approche est pragmatique et différenciée* », souligne la médecin.

Deuxième levier : rendre les territoires ruraux plus attractifs pour les professionnels de santé. La MSA entend notamment accélérer le développement des communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS), avec un objectif de couverture complète du territoire rural à l'horizon 2030. En parallèle, elle cible les jeunes générations. Le programme Educ'Tour propose à des étudiants en santé une immersion dans l'exercice coordonné en milieu rural (lire aussi en pages 9 à 11). « *L'installation se décide souvent tôt. Il faut donner envie, montrer que ces territoires offrent des conditions d'exercice modernes et collectives* », explique Virginie De Sousa.

Troisième axe, sans doute le plus structurant : organiser des parcours de soins sans rupture. La MSA se positionne ici comme un intermédiaire entre médecine de ville et hôpital, afin de limiter les hospitalisations évitables et améliorer le suivi des patients chroniques. Des parcours spécifiques sont déjà déployés pour des pathologies comme le diabète ou l'insuffisance cardiaque. Mais l'innovation majeure réside dans le dispositif « Retour vers les soins », expérimenté dès cette année. Son principe : créer une passerelle entre les travailleurs sociaux, qui repèrent les personnes en rupture de soins, et les dispositifs d'appui à la coordination (DAC), chargés de les réorienter (voir interview en pages 16-17). « *Trop de patients disparaissent des radars. Ce dispositif vise à aller les chercher et à les raccrocher au système de santé* », détaille la médecin.

Le plan s'appuie sur un réseau dense de partenaires : agences régionales de santé, Assurance maladie, collectivités, fédérations professionnelles. Une condition indispensable pour agir efficacement dans des territoires où les compétences sont éclatées. « *La clé, c'est la co-construction. Aucun acteur ne peut résoudre seul ces problématiques* », confirme Virginie De Sousa.

Au-delà des mesures concrètes, le PNAS apparaît comme un laboratoire des politiques publiques de santé en milieu rural. Il mise sur une approche territorialisée, fondée sur l'ingénierie de projet et la coordination des acteurs.

Reste un défi de taille : les moyens. Car derrière les ambitions affichées, la question des ressources humaines et financières demeure centrale. « *Nous avons aujourd'hui une méthode solide et des outils efficaces. Le véritable enjeu, c'est de tenir dans la durée et de donner aux territoires les moyens d'agir* », conclut Virginie De Sousa.

Marie Molinaro

DERRIÈRE LES TENSIONS, une recomposition profonde

Alors que la question de l'accès aux soins continue d'alimenter le débat public, l'Atlas 2026 de la démographie médicale publié le 27 mars par l'Ordre des médecins apporte un éclairage plus nuancé qu'il n'y paraît. Loin d'un tableau uniformément sombre, les données révèlent une profession en pleine recomposition : hausse des effectifs, féminisation marquée, essor du salariat et contrastes territoriaux redessinent la carte médicale française.

Au 1^{er} janvier 2026, la France compte 245 847 médecins en activité, soit + 1,9 % sur un an et + 14 % depuis 2010. Cette progression, bien réelle, demeure cependant très inégale. Les zones urbaines, littorales et frontalières concentrent le dynamisme, tandis que la « diagonale du vide » continue de perdre des praticiens. La Creuse (- 19,3 %), le Cher (- 17,3 %) ou la Haute-Marne (- 16,7 %) enregistrent des reculs notables en une décennie, quand les Hautes-Alpes (+ 44,7 %), la Haute-Savoie (+ 40,6 %) ou la Savoie (+ 38,6 %) affichent des progressions spectaculaires. « *Les inégalités territoriales persistent et se recomposent. Certains espaces bénéficient d'un renouvellement et d'une attractivité renforcés, d'autres cumulent vieillissement médical et fragilité démographique* », observe le Dr Jean-Marcel Mourgues, vice-président du Conseil national de l'Ordre des médecins, en charge de la démographie médicale.

Salariat majoritaire

Le second enseignement majeur porte sur la transformation des modes d'exercice. Pour la première fois, le salariat devient majoritaire, représentant 47 % des médecins, contre 42,2 % en 2015, tandis que l'exercice libéral exclusif recule à 44,7 % (les autres ont

une activité mixte). Un basculement accéléré par l'arrivée de nouvelles générations davantage soucieuses d'équilibre de vie et de stabilité. Chez les spécialistes médicaux, la tendance est encore plus nette : 59,9 % sont désormais salariés. Les généralistes restent majoritairement libéraux (54,7 %), mais l'essor des centres de santé et des structures coordonnées transforme en profondeur l'organisation des soins.

Le visage même de la profession évolue. Les femmes deviennent majoritaires : 50,5 % des médecins en 2026, contre 40,1 % en 2010. L'âge moyen recule légèrement (49,9 ans), mais les disparités sont fortes selon territoires : les moins de 40 ans représentent 31,1 % des effectifs (contre 16,4 % en 2010), tandis que les 60 ans et plus constituent encore près de 30 % des praticiens. Dans certains départements, comme le Lot, plus d'un médecin sur deux a dépassé 60 ans. À l'inverse, le Finistère, l'Ille-et-Vilaine ou la Loire-Atlantique attirent de jeunes professionnels, séduits par la qualité de vie et des organisations d'exercice plus structurées.

Autre phénomène discret mais déterminant : la montée du cumul emploi-retraite, dont les effectifs ont progressé de 326,9 % depuis 2010. Dans certaines zones rurales, ces médecins seniors constituent un rempart contre l'effondrement de l'offre (lire aussi en page 12 et 13). Ressource précieuse, mais révélatrice d'un équilibre encore fragile.



Entre désertification durable et frémissements d'attractivité, la carte médicale se réécrit au rythme des politiques locales et des nouveaux modes d'exercice.

Enfin, les chiffres du conseil national de l'Ordre soulignent que l'accès aux soins ne dépend plus du seul nombre de médecins. Le temps médical disponible, les modes d'exercice, l'essor des équipes pluriprofessionnelles, l'intégration croissante des médecins à diplôme étranger – 14,2 % des actifs, en hausse de 127,7 % depuis 2010 – ou encore la capacité des territoires à organiser des filières de soins cohérentes sont désormais des leviers essentiels.

Si les tensions demeurent vives dans de nombreux espaces ruraux, quelques signaux de redynamisation apparaissent : regain d'attractivité dans certaines vallées alpines, stabilisation dans des départements de l'Ouest, montée du salariat public et associatif. La démographie médicale n'est plus un bloc figé, mais un système en mouvement, dont l'avenir dépendra largement de la capacité des territoires à accompagner ces transformations.

Alexandre Roger

En chiffres

- > 245 847 médecins en activité en 2026 (+ 14 % depuis 2010).
- > 50,5 % de femmes parmi les médecins actifs.
- > 47 % de médecins salariés (42,2 % en 2015).
- > + 326,9 % de médecins retraités en cumul activité depuis 2010.
- > 14,2 % de médecins à diplôme étranger (+ 127,7 % depuis 2010).

Pour retrouver l'Atlas 2026 de la démographie médicale : conseil-national.medecin.fr

« La coordination doit devenir UN RÉFLEXE COLLECTIF »

Six ans après leur création, les dispositifs d'appui à la coordination (DAC) couvrent désormais l'ensemble du territoire. Pour Marion Bru, présidente de la Fédération des acteurs de la coordination en santé et directrice du DAC de la Gironde, l'enjeu est désormais d'être efficaces. Face à la tension démographique, aux déserts médicaux et à la complexité croissante des situations en ruralité, elle plaide pour une organisation plus lisible, anticipatrice et structurée.

Face aux déserts médicaux, quelles réponses vous semblent aujourd'hui les plus efficaces pour améliorer l'accès aux soins ?

Marion Bru : La ressource médicale est précieuse, et puisque nous sommes des dispositifs d'appui aux professionnels, notre mission première est de leur faire gagner du temps dans leur quotidien. Cela implique d'être proactifs, d'anticiper les situations susceptibles de les mettre en difficulté et de faciliter l'interconnaissance des ressources disponibles sur leur territoire.

Dans les zones rurales, les difficultés rencontrées sont souvent très concrètes : accès aux soins compliqué par des problèmes de mobilité, une dégradation brutale de l'état de santé nécessitant une entrée rapide en institution, ou encore la défaillance de l'aidant. Dans ces moments-là, il faut pouvoir intervenir auprès de l'aidé sans délai.

Notre rôle est d'organiser l'accompagnement et de sécuriser le maintien à domicile. Nous pouvons mobiliser des solutions d'hébergement temporaire, qui portent bien leur nom. Il s'agit en effet d'une réponse mobilisable en moins de 24 heures, permettant d'éviter une hospitalisation ou d'en sécuriser la sortie. Dans un second temps, nous prépa-

rons le retour à domicile en activant les interventions nécessaires : infirmière, kinésithérapeute, et l'ensemble des soins adaptés à la situation.

Comment les dispositifs d'appui peuvent-ils mieux prévenir les ruptures de soins ?

M.B. : Nous sommes en train de constituer des observatoires territoriaux des ruptures de parcours. C'est une méthodologie construite avec la Direction générale de l'offre de soins (ministère de la Santé) et l'Agence nationale d'appui à la performance des établissements de santé et médico-sociaux. L'idée est d'avoir une définition commune : qu'est-ce qui crée une rupture ? L'absence de ressources ? Leur mauvaise utilisation ? Une fois cette définition partagée, nous pouvons identifier les plus récurrentes et trouver des solutions collectives.

Le plan d'accès aux soins de la MSA prévoit de renforcer les liens avec les DAC. Qu'en attendez-vous ?

M.B. : Les DAC disposent d'une véritable expertise dans la coordination des situations complexes. Bien souvent, les parcours de santé sont entravés par des problématiques sociales : difficultés financières, logement inadapté, surendettement... Autant d'éléments



qui transforment une situation en véritable enjeu de coordination.

C'est pourquoi la collaboration étroite avec les services sociaux et en particulier la MSA est indispensable. Aujourd'hui, nous n'avons plus le luxe de fonctionner en silos : toutes les forces sont nécessaires, et c'est leur synergie qui crée l'efficacité. Plus nous repérons tôt les fragilités, plus nous pouvons prévenir les situations dramatiques et, ce faisant, réduire les coûts pour la collectivité.

Comment mieux intégrer la dimension sociale dans la coordination ?

M.B. : Une situation relevant uniquement de la santé, complètement isolée du reste, n'existe pas. Le volet social influence toujours le parcours d'une personne.



Marion Bru, présidente de la Facs et directrice du DAC de la Gironde, plaide pour une coordination renforcée afin d'améliorer l'accès aux soins, notamment en milieu rural.

Lorsque ces difficultés ne sont pas prises en compte, les situations se dégradent : hospitalisations prolongées, retours à domicile impossibles, coûts humains et financiers considérables.

Ce n'est cependant pas la mission première des DAC. Des assistantes sociales existent déjà au sein des départements, des communes ou des autres institutions. Notre rôle est de travailler en étroite collaboration avec ces professionnels, en véritable complémentarité et de les alerter si nécessaire.

Comment éviter la dispersion entre les diverses instances locales ?

M.B. : Pour moi, c'est avant tout une question de coordination territoriale. Il est essentiel de participer aux instances de gouvernance locales et d'identifier celle qui est la plus

pertinente sur le territoire, celle où les acteurs se retrouvent, indépendamment de la structure qui l'anime. L'objectif est également de favoriser la présence de la MSA au sein des gouvernances des DAC, afin de travailler conjointement sur les projets.

Comment adapter l'accompagnement face au vieillissement de la population rurale ?

M.B. : Nous disposons d'un système riche mais complexe. Son revers, c'est un réel manque de lisibilité. Un coordonnateur met en moyenne six mois à maîtriser véritablement la répartition des rôles sur un territoire. Il est illusoire de penser que les médecins pourront assurer cette coordination à l'aide de simples annuaires. En milieu rural, les ressources sont limitées : l'erreur n'est pas permise. Il est donc indispensable d'évaluer précisément la situation et le besoin réel, afin d'orienter vers la ressource la plus adaptée.

En quoi la coordination peut-elle renforcer l'attractivité des territoires ?

M.B. : L'exercice individuel n'attire plus. Les professionnels ne veulent plus travailler seuls : ils recherchent du regroupement, du collectif, et un meilleur équilibre entre vie professionnelle et personnelle. La coordination permet justement de partager la complexité des situations, de construire une véritable co-responsabilité, et d'éviter que chacun ne compense isolément les défaillances du système. En améliorant les conditions de travail, elle devient un véritable levier d'attractivité pour les professionnels.

Quel modèle économique pour stabiliser les missions de coordination ?

M.B. : Aujourd'hui, nous sommes financés par les agences régionales de santé. Nous générons des économies importantes, par exemple quand on évite une hospitalisation ou qu'on réduit sa durée. Mais une dépense évitée est invisible, elle ne se tarifie pas. Un financement reposant sur plusieurs financeurs pourrait renforcer le modèle.

Comment imaginez-vous l'accès aux soins en 2030 ?

M.B. : Je suis partagée entre deux constats : nous affirmons tous que le mur démographique lié au vieillissement de la population approche, mais, dans les faits, nous restons trop peu proactifs. À l'horizon 2030, la coordination doit devenir un réflexe naturel, intégrée dans l'ADN de l'ensemble des acteurs, et non dépendante de la bonne volonté individuelle de quelques-uns. Nous devons construire un système lisible pour tous, doté de points d'entrée identifiables et d'organisations transparentes pour les citoyens. Un système où chacun peut entrer par n'importe quelle porte et être orienté de manière fiable, cohérente et fluide.

Propos recueillis par
Alexandre Roger

Repères

Créés à partir de 2019, les Dispositifs d'appui à la coordination (DAC) unifient plusieurs structures préexistantes pour accompagner les situations complexes. Ils sont aujourd'hui plus de 135 dans le pays et emploient plus de 3 000 salariés. Leur action se décline en trois missions principales :

> Informer et orienter

- Identifier les ressources du territoire.
- Orienter patients et professionnels vers les solutions adaptées.

> Coordonner les situations complexes

- Évaluer les besoins, y compris à domicile.
- Organiser le suivi et mettre en place un plan d'action partagé avec le médecin traitant.

> Structurer les parcours

- Décloisonner les acteurs et améliorer les transitions.
- Éviter les hospitalisations évitables et fluidifier les parcours sur le territoire.



Plus d'infos sur
facsnationale.fr

Les femmes du monde agricole en chiffres

Des disparités QUI RÉSISTENT

Les données publiées par la MSA pour la Journée internationale des droits des femmes brossent un portrait contrasté : les femmes s'installent davantage par elles-mêmes, progressent dans certaines responsabilités, mais restent plus exposées à la précarité, aux emplois discontinus et aux écarts de pension de retraite. Leur santé révèle également des spécificités fortes, entre sous-représentation de nombreuses pathologies et vulnérabilités accrues sur certains risques professionnels.

CHIFFRES CLÉS



688 625
salariées agricoles,
soit **38 %** des effectifs.



100 948
chefes d'exploitation,
soit près d'un **quart** des exploitants.



1/3 des installations
sont portées par une femme.



54 %
des retraités agricoles sont
des femmes (soit **1 728 036**).

VIE PROFESSIONNELLE

> Non-salariées : une présence minoritaire mais structurante



24,5 % des chefs d'exploitation :
- filière équine : **53 %** ;
- filière bois : présence marginale (**≈ 1,7 %**).

50,9 ans d'âge moyen :
(**48,5 ans** pour les hommes).



> Salariat agricole : une forte présence, une précarité accrue



38 % salariées agricoles
présentes surtout en :



Organismes de service : **64,9 %**



Secteur hippique : **63,4 %**

> Des contrats plus fragiles



81 % en CDD
dans le secteur de la production
(contre **78,7 %** pour les hommes).

> Installation : une dynamique en mutation



5 161 femmes installées en 2024
(**5 667** en 2023).

60 % d'entre elles avaient
moins de **40 ans**.

> Des écarts salariaux femmes/hommes contrastés



+2,4 % de rémunération en CDD
-2,5 % en CDI

CONDITIONS DE TRAVAIL CHEZ LES SALARIÉES AGRICOLES

> Accidents du travail



Les femmes sont **moins exposées** que les hommes. Ce risque est supérieur de **70 %** chez les hommes (situation très proche entre hommes et femmes pour les non-salariés).



Mais leurs **accidents progressent** de **5,9 %** entre 2020 et 2024

> Maladies professionnelles



Risque **1,5 fois** plus élevé que chez les hommes (risque supérieur de **30 %** pour les non-salariées).

Elles représentent **45 %** des **cas déclarés**.



98 % de ces pathologies sont des **troubles musculosquelettiques (TMS)**.

RETRAITE

> Montants moyens tous régimes et tous droits



1 353 € pour les **non-salariées**.

1 577 € pour les **salariées**.

80 % de **polypensionnées**.

> Écart avec les hommes



- 16 %

> Pension de réversion

42 % des **retraitées salariées** n'ont pour seul revenu qu'une pension de réversion.

14 % chez les **retraitées non salariées**

Plus d'infos sur statistiques.msa.fr

Santé : un double visage

Le profil sanitaire des femmes affiliées au régime agricole présente un visage double, mêlant indicateurs globalement favorables et vulnérabilités marquées. Comparées aux autres assurées de l'ensemble des régimes, elles apparaissent moins touchées par de nombreuses pathologies lourdes : les données mettent notamment en évidence une sous-représentation nette des infections chroniques, de plusieurs cancers et de troubles psychiatriques. Près de 45 % d'entre elles ne présentent aucune pathologie déclarée au cours de l'année, un niveau supérieur à celui observé dans la population générale.

> Moins touchées par de nombreuses pathologies

Les écarts sont particulièrement notables pour certaines affections : le VIH est 62 % moins fréquent chez les femmes du secteur agricole que dans l'ensemble des régimes, tout comme les maladies du foie (- 22 %) et l'hépatite C (- 40 %). Plusieurs cancers majeurs – poumon (- 29 %), col de l'utérus (- 20 %), sein (- 15 %) ou vessie (- 18 %) – touchent également moins les assurées agricoles que les autres femmes. Cette situation plus favorable doit cependant être interprétée avec prudence. Le moindre recours aux soins, la difficulté d'accès à certains spécialistes en zones rurales ou des diagnostics plus tardifs peuvent influencer ces résultats.

> Des risques spécifiques

À l'inverse, plusieurs risques apparaissent sensiblement plus élevés dans la population féminine agricole. Les maladies cardiovasculaires progressent davantage que dans la population générale : + 29 % de maladies valvulaires, + 22 % d'insuffisance cardiaque. Le mélanome affiche une hausse de 14 %, reflet probable d'une exposition accrue au soleil et aux intempéries.

Chez les salariées agricoles, certaines atteintes liées aux conditions de travail ressortent également très nettement : le syndrome du canal carpien est davantage observé (+ 11 %), tout comme les arthroses du genou (+ 21 %) ou de la hanche (+ 12 %). Les varices des membres inférieurs, souvent associées au travail en station debout prolongée, affichent une augmentation marquée de 37 %. D'autres affections sévères, comme l'endocardite, infection de la membrane interne du cœur et de ses valves, sont également plus fréquentes (+ 24 %).

En creux, se dessine une réalité contrastée : des indicateurs de santé globale plutôt favorables mais des fragilités bien réelles, directement liées aux conditions de travail et aux expositions propres au milieu agricole.

Source : MSA/Statistiques 2026.



1



2



Inondations en Pays de la Loire

LES CHAMPS À L'ÉPREUVE DE LA LOIRE

Après les crues record dans le département du Maine-et-Loire, consécutives à 40 jours de pluie d'affilée en France, ce 19 mars, l'heure est au bilan pour les agriculteurs. Reportage.

C'est la douche froide pour les maraîchers du Pays de la Loire, qui déplorent la perte de la récolte des légumes d'hiver – carottes, épinards, choux-fleurs par exemple – après une longue séquence de fortes précipitations. Certaines cultures, gorgées d'eau, ont pourri en terre. Et les semis ont été retardés à cause de l'humidité

des sols. Il a fallu attendre que la terre sèche pour les lancer. Il n'a cessé de pleuvoir qu'à partir du 23 février.

Telle est la situation de Maxime Violleau, 34 ans et de son frère Sébastien, 36 ans, installés depuis 2016 à Ingrandes-le-Fresne-sur-Loire, une ancienne commune intégrée à Mauges-sur-Loire. Ils ont pris un mois de retard dans les semences. Ce qui signifie moins

Le chiffre

84 communes sur les 117 du département du Maine-et-Loire sont reconnues en catastrophe naturelle par arrêtés du 26 février et du 3 mars dernier. La Gironde est en tête des collectivités sinistrées, avec 106 communes touchées.

de récoltes et de produits à proposer en vente directe sur les marchés des environs dans les prochaines semaines. Avec leurs 4 hectares, les deux frères, associés en groupement agricole d'exploitation en commun (Gaec), travaillent en circuit court. « *Les clients nous attendent sur certains légumes. Et dans un mois, on n'aura pas ce qu'il faut, s'inquiète Maxime. Ils vont être tentés d'aller voir aussi ailleurs.* »

Département du Maine-et-Loire



Source : Préfecture du Maine-et-Loire

Ça peut déborder...

Heureusement le beau temps de ce début de mars permet d'accélérer la mise en terre des plants. « *On a travaillé cette semaine dans l'urgence et concentré le maximum de tâches en une journée pour préparer les terrains avant de les semer. On les a dés-herbés et labourés. On y a mis le fumier. On a ensuite semé des épinards, des petits pois, des radis, des carottes et des betteraves. Et là on va planter des patates.* » Les heures de travail intensif ont permis de retrouver le calendrier habituel des plantations. « *Nous avons cultivé un peu plus que d'habitude pour essayer de compenser au*



1-2 Le Gaec Violleau est localisé à Ingrandes-le-Fresne-sur-Loire (Mauges-sur-Loire), étalé le long de la rive droite de la Loire. La départementale 210 le sépare du fleuve. Lorsqu'il déborde, l'eau migre par en-dessous et remonte dans les terres. Les parcelles à cet endroit sont confrontées habituellement aux crues.

3 Même le lopin de terre plus reculé par rapport à la Loire a été sous l'eau. Les cultures ont pourri sur place.

4 « Les crues font partie de notre quotidien. Sachant qu'on peut avoir des difficultés ou des récoltes hasardeuses, on a toujours des stocks d'avance », indique Matthieu Gélineau, éleveur sur les plaines alluviales du bassin versant de la Loire, au cœur des vallées basses angevines.

maximum les pertes. On espère vendre le plus de légumes possibles. On croise les doigts pour que la qualité soit au rendez-vous. »

Ce n'est pas la première fois que l'exploitation subit ce type d'épreuve. « En juin 2016, se souvient Maxime, on a aussi été inondé même si ce n'était pas de même ampleur. Les parcelles où l'on lance nos premières cultures de l'année sont vraiment basses et présentent un sol très sableux. C'est l'ancien lit de la Loire. Quand le fleuve déborde et monte trop haut, l'eau arrive par capillarité. Cette année-là, on avait perdu pas mal de légumes en juin. Et il n'y a pas eu d'indemnisation. Cette fois, on aborde les événements avec un peu plus de recul. »

Le Gaec, niché dans le bourg d'Ingrandes-le-Fresne-sur-Loire, s'étale le long de la rive droite de la Loire, ce fleuve de 1 006 kilomètres qui traverse la France. La départementale 210 sert de tampon entre l'exploitation et la bordure du fleuve. Les crues y sont monnaie courante. « On est dans une région où ça peut déborder assez facilement. »

Ce qui a surpris tout le monde, c'est l'étendue. L'eau a gagné pour la première fois des zones jusque-là épargnées. « Elle atteint l'un de nos champs les plus reculés. Or, on n'est pas censé avoir de l'eau à cet endroit, s'étonne le maraîcher. C'est nouveau. » Pour lui, il s'agit d'un problème d'écoulement en lien avec de récents aménagements et constructions. « Certains fossés ont été mal remis ou n'ont pas été bien entretenus. Ils sont bouchés et ça déborde. C'est ce qui explique l'immersion des terres. J'ai creusé en vain des tranchées à droite et à gauche pour essayer de drainer au maximum. On va voir avec la mairie pour que des travaux soient effectués. »

Trente-cinq kilomètres plus loin au nord d'Angers, au cœur des basses vallées angevines, à Cantenay-Épinard, Matthieu Gélineau, éleveur de vaches allaitantes prim'holstein et polyculteur, dresse le bilan des débordements sur ses pâturages : « Normalement, on met les vaches aux pâtures fin février, début mars. Et là, elles n'y sont toujours pas. On a un bon mois de retard parce que plus de 118 hectares sont inondés sur l'ensemble de l'exploitation. »

Cela a une conséquence sur les stocks de fourrage, de maïs et de foin récoltés l'année dernière. Cette nourriture est aujourd'hui servie aux bêtes. « Les génisses et les veaux sont encore sur un système hivernal. » La réduction des réserves de secours s'ajoute aux récoltes qui ne se feront pas sur les 8 hectares de méteils fourragers qui ont dû être détruits. « On a intégré ce facteur de risque dans le calendrier de nos cultures. On est habitué sauf que, là, les inondations ont un caractère exceptionnel. Ça fait vingt-cinq ans qu'on ne les avait pas vues si hautes. Mais c'est normal. On doit toujours se tenir prêt

au cas où. Comme on dit chez nous, on a une "barge d'avance", un stock de foin pour les mauvaises années. C'est comme ça qu'on tient. »

L'eau est même une manne. « Ici l'objectif, c'est que ce soit inondable. Dans les prés submergés poussent des plantes acclimatées. Elles supportent l'eau de novembre à avril. Et après, ça donne une belle pousse d'herbe tout le reste de l'année. La zone se nourrit des alluvions apportées par les crues. Notre rôle, c'est aussi de protéger l'environnement. » Ses prairies sont classées Natura 2000, un dispositif européen de protection de la nature. Elles favorisent la préservation des oiseaux et des variétés florales. Pour l'éleveur, le métier est à la croisée de toutes ces nécessités. Face aux épisodes climatiques, ce qui prévaut, c'est la résilience. « On anticipe les phénomènes. On passe notre temps à prévoir l'imprévisible », lâche-t-il d'une voix humble.

Fatima Souab

Soutien de la MSA

À l'occasion des précipitations hors normes de février 2026, la MSA de Maine-et-Loire et son service d'action sanitaire sociale activent une aide exceptionnelle d'un montant de 500 euros pour les assurés sinistrés : actifs, retraités, exploitants et salariés. L'aide financière répond aux besoins d'achat de produits de première nécessité comme le remplacement de mobilier ou d'équipements ainsi qu'au financement du nettoyage des locaux touchés. Conditions pour en bénéficier : être affilié à la MSA de Maine-et-Loire, avoir déclaré le sinistre auprès de son assurance et répondre aux conditions de ressources. Le dispositif Soutien agri', destiné aux agriculteurs traversant une situation délicate, est également disponible.

Plus d'infos sur : maineetloire.msa.fr/soutien-agri.



© Frédéric Fromentini/Le Bimsa

Pour ce concours bi-départemental « Manipulation et contention » organisé par la MSA d'Armorique, sept établissements sont en lice. Une sensibilisation majeure dans cette région qui concentre une forte proportion de salariés des secteurs « élevages gros animaux » et « insémination artificielle ».

Élevage bovin

Former aujourd'hui pour protéger **DEMAIN**

Le risque bovin est l'un des risques majeurs en agriculture. Les accidents surviennent souvent lors des déplacements d'animaux, soins ou interventions en stabulation. La prévention auprès des jeunes qui se destinent à devenir éleveurs est primordiale. Le 19 mars, la MSA d'Armorique a organisé un concours de manipulation et de contention au lycée Pommerit avec un objectif : sensibiliser.

Tous en 2^{nde} professionnelle dans des lycées agricoles ou Maison familiale rurale du Finistère et des Côtes d'Armor, plus d'une centaine d'élèves se massent autour des tables installées par les conseillers en prévention de la MSA d'Armorique. Ils y trouvent des pommes, du jus d'orange, du café, des cakes, des bananes (mais pas de scoubidou). La petite marche entre le parking où sont garés les bus, qui les ont amenés, et les chapiteaux, où ils sont accueillis, les a mis en appétit. Ils sont venus pour le concours bi-départemental « Manipulation et contention » organisé par la MSA. Sept établissements sont en lice : La Ville-Davy (Quessoy), Kernilien-Guingamp (Plouisy), EPLEFPA Caulnes (Caulnes), Le Nivot (Lopérec), Bréhoulou (Fouesnant) et l'Iréo (Lesneven). Pour ceux qui ont

compté, il en manque un. C'est l'hôte du jour, le lycée Pommerit à La Roche-Jaudy, qui se situe à une vingtaine de kilomètres de Lannion.

Alors que certains se restaurent, d'autres arrivent encore, en groupe, accompagnés de leurs professeurs. Ils étaient une centaine, les voilà presque 200 désormais. L'estomac rempli, ils sont prêts à affronter la rigueur matinale de la rase campagne. Et tandis que le soleil réchauffe peu à peu l'atmosphère, nos adolescents ragaillardis commencent à s'émoustiller. Le grand air fait vite oublier les encadrants. Mais ces derniers, aussi efficaces que des chiens de berger, savent se rappeler à leurs bons souvenirs, en maintenant cohésion et calme au sein de leur troupeau.

Quelques minutes plus tard, les huit sélectionnés en amont par leurs enseignants pour représenter leur établissement lors du concours entrent en scène. Au programme, deux épreuves pratiques en stabulation (manipulation et contention) et une épreuve théorique. « *Les huit candidats, vous pouvez aller vous mettre en tenue. Les autres, vous suivez vos professeurs.* » Grand, la voix qui porte, Sylvain Heder sait se faire écouter des jeunes. Ce conseiller en prévention et son collègue, David Guimar, fréquentent encore régulièrement les salles de classe des lycées agricoles. À travers des journées de sensibilisation, des mises en situation, ils y mènent un travail de fond en partenariat avec les équipes pédagogiques des établissements.

Pour aller plus loin

Besoin de conseils, fiches pratiques ou supports pédagogiques ?

La MSA met à disposition de nombreuses ressources dédiées à la manipulation et la contention des animaux sur ssa.msa.fr



« Tous les élèves de Bac Pro Conduite et gestion de l'entreprise agricole ainsi que les Bac Pro Agroéquipement de Pommerit reçoivent une formation spécifique juste avant leurs départs en stage. Cela correspond aux gestes professionnels essentiels, précise Yann Ruvoën, enseignant en zootechnie au lycée Pommerit. Le concours vient finalement conclure cette période de formation et crée une belle émulation dans les classes. »

Certes, mais il ne va en concerner que huit. Qu'advient-il des presque 200 autres ? Pour le bon déroulement du concours, ils ne vont évidemment pas encourager leur représentant lors des épreuves. Celles-ci se dérouleront à l'écart dans deux bâtiments du pôle laitier. Eux vont sillonner le village prévention. Neuf stands les y attendent : utilisation d'un défibrillateur, prévention solaire, protéger son audition, la MSA c'est quoi ?, risque routier agricole, le danger autour du cardan, chasse aux risques, autour du « Telesco » avec simulateur de chariot télescopique.

Le dernier, la conduite d'un karting à pédales en portant des lunettes qui reproduisent les effets de l'alcool ou de la drogue remporte les suffrages. « C'est un vrai fléau, qui touche les jeunes de plus en plus tôt, déplore pourtant le préventeur. Et le message que l'on porte n'est pas toujours entendu. » Le fait que quelques-uns soient capables de faire le circuit sans difficulté et que certains camarades saluent l'exploit ne semble pas le contredire, malheureusement.

Néanmoins, les résultats au quiz pour mieux identifier les risques et adopter les bons réflexes de sécurité que les élèves avaient à remplir à l'issue de la journée prouvent que le message passe chez bon nombre d'entre eux. C'est ce que souligne l'une des conseillères en prévention : « Ils sont particulièrement attentifs et participent plus qu'on ne pourrait l'imaginer. Ils n'hésitent pas à poser des questions, à échanger entre eux ». Mais il est temps de retrouver Sylvain Heder. Il est aux côtés d'un conseiller contention d'Innoval, un groupe coopératif qui forme, conseille et accompagne les éleveurs. Face à lui, dans leur combinaison de travail, quatre des huit candidats. Ils n'en mènent pas large. Jurés, professeurs, un ou deux journalistes, une petite dizaine de personnes les regardent. Difficile de ne pas être intimidé.

De la théorie à la pratique

« Alors, tout d'abord, on se détend. Vous êtes ici pour apprendre et nous ne sommes pas là pour vous piéger », tente de les rassurer Sylvain Heder. Maël est le premier à passer. Le conseiller d'Innoval l'accompagne dans l'enclos. Il lui rappelle les consignes, lui prodigue quelques conseils. Pour cette épreuve, Maël doit choisir une des deux vaches, la mener dans un couloir de contention et lui attacher un licol afin de pouvoir lui administrer (de manière feinte) un traitement par voie buccale. Il lui faut s'y reprendre à plusieurs fois avant de réussir à bloquer l'animal réticent dans le couloir. Après quelques minutes, quand il sort de l'enclos, il ne semble pas satisfait de sa prestation.

« La bête n'était pas évidente mais tu t'es bien débrouillé », le rassure son professeur. Pendant ce temps, des membres du jury, composé de conseillers en prévention, d'administrateurs MSA et de techniciens de la coopérative Innoval, délibèrent. Le candidat a-t-il réussi à bloquer l'animal désigné ? L'opération s'est-elle effectuée dans le calme et dans



Photo : Frédéric Fromentin/Le Bimsa

Les 18-24 ans représentent près d'un tiers des accidents du secteur. La journée permet de les sensibiliser aux bons gestes pour travailler en toute sécurité auprès des animaux.



Le karting à pédales avec lunettes reproduisant les effets de l'alcool ou de la drogue remporte les suffrages chez les jeunes. Malheureusement, ils sont de plus en plus victimes d'addictions aux drogues et à l'alcool.

le temps imparti ? A-t-il bien géré la fermeture de la porte ? Verdict dans l'après-midi. C'est maintenant au tour de Ludovic, davantage habitué aux volailles qu'aux bovins. Pour sa « première fois en vrai avec une vache », il se débrouille plutôt bien.

Mettre en pratique ce que les jeunes ont appris au cours de l'année et se confronter à des conditions proches du réel : « C'est le meilleur moyen pour eux de mesurer l'importance de la prévention pour leur sécurité », explique Sylvain Heder qui, cette fois-ci, supervise la deuxième épreuve, la contention en stabulation. Il en restera une, elle sera écrite. Ensuite, pour tous, ce sera le temps des réjouissances : déjeuner et remise des prix en amphithéâtre l'après-midi.

Cette dernière se fera dans une belle ambiance, notamment à l'annonce du podium. C'est Chloé qui a gagné. Elle vient de l'école agricole et forestière Le Nivot. Ludovic du lycée Pommerit, lui, termine deuxième. La théorie transmise par nos deux préventeurs a porté ses fruits. Tout comme cette journée, espérons-le, dont les objectifs étaient clairs : valoriser les bonnes pratiques de travail avec les bovins, promouvoir la sécurité pour limiter les risques d'accidents et mettre en lumière l'enseignement agricole, l'accompagnement de la MSA, ainsi que l'élevage bovin.

Frédéric Fromentin


 Denis Fumery

L'agriculteur qui cultive le DIALOGUE

La transmission a toujours été le fil rouge de Denis Fumery, ancien agriculteur dans le Val-d'Oise, en Île-de-France. Pendant plus de 30 ans, il est allé à la rencontre du grand public et des écoliers pour expliquer son métier.

portrait
DE DÉLÉGUÉ MSA



suffisait pas : il fallait aussi le raconter. « *Le fossé entre le monde urbain et agricole se creuse. C'est à nous, sur le terrain et de manière locale, de le réduire en communiquant sur notre réalité* », martèle-t-il. Ses parents, originaires des Hauts-de-France et installés à proximité de Cergy, sont très vite confrontés à la pression urbaine avec l'arrivée de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise. « *Quand j'étais adolescent, je trouvais ces changements passionnants : c'était nouveau, une architecture différente qui se développait.* » Mais cette pression a un impact sur l'activité de la ferme. « *Mes parents ont été expropriés d'une bonne partie de notre terrain d'origine quand la ville s'est construite* », se rappelle-t-il.

sociation Rencontre ville-campagne⁽¹⁾, présence sur les réseaux sociaux avec France Agri Twittos... il multiplie les points d'entrée pour faire entendre sa voix et dépeindre les réalités du monde rural. Des paroles qui ne font pas toujours l'unanimité, comme pour sa position sur l'usage des produits phytosanitaires, qu'il assume. « *On m'a qualifié d'agriculteur agitateur* », glisse-t-il. Une étiquette qu'il accepte, car il ne cherche pas le consensus à tout prix : « *Les débats sont importants pour avancer et pour sortir d'une vision simplifiée de l'agriculture.* »

Son engagement passe aussi par les institutions. Toujours actif, il continue de faire entendre sa voix, à la MSA ou au Crédit agricole d'Île-de-France, dont il est le vice-président. Il est devenu délégué MSA pour voir les choses de l'intérieur et s'investit dans des combats concrets comme celui de la reconnaissance des femmes dans l'agriculture. « *Ma compagne a travaillé autant que moi pour la ferme et pourtant, elle touche deux fois moins à la retraite. Ce n'est pas normal !* », s'offusque-t-il. Une cause qu'il défend également au sein de Vox Demeter, une association qui valorise la place des femmes dans le milieu agricole. Aujourd'hui, il a remis les commandes de l'exploitation à l'un de ses fils – il a quatre enfants, une fille et trois garçons. Toujours animé par la même énergie, il continue de raconter son histoire... et celle des agriculteurs. En tentant, par la transmission, de rapprocher deux mondes qui se côtoient.

Coline Lucas

(1) Rencontre ville-campagne part à la rencontre des écoliers pour communiquer sur l'agriculture et le métier d'agriculteur en Île-de-France.

Le dialogue en héritage

Quand il reprend l'exploitation, il doit, lui aussi, composer avec un parcellaire incertain et morcelé dans une zone péri-urbaine en constante évolution. Dans ce contexte, créer du lien et favoriser le dialogue avec les habitants devient une nécessité. Un trait sûrement hérité de son père qui « *passait toujours des heures à discuter avec les voisins quand on les croisait, raconte-t-il. À l'époque, je me disais que c'était une perte de temps. En réalité, c'est lui qui avait raison !* » Une habitude qu'il adopte à son tour et qui devient sa marque de fabrique...

Pendant plus de trente ans, il tente de réduire ce fossé. À l'heure où l'alimentation est un enjeu planétaire, il milite pour défendre ce métier « *d'avenir et d'espoir* » selon lui. Débats, rencontres et interventions dans les collèges, les lycées ou les écoles avec l'as-

Denis Fumery a toujours considéré que la communication faisait partie intégrante de son métier. Agriculteur en grandes cultures installé en zone péri-urbaine de Cergy, aujourd'hui à la retraite, il a très vite compris qu'exercer son métier ne

On se dit presque tout...

► **Pourquoi vous levez-vous le matin ?**

J'ai toujours une bonne raison : un rendez-vous, un déplacement... Aujourd'hui, je suis allé visiter une maison (je cherche à acheter), demain matin, je participe à la commission mutualiste au Crédit agricole.

► **Une personnalité que vous admirez ?**

J'apprécie les réflexions d'Érik Orsenna, qui possède une connaissance fine du monde agricole. Écrivain et académicien, il constitue pour moi une véritable source d'inspiration.

► **Vos loisirs favoris ?**

Les voyages ! Il y a tellement à voir...

INSTANTS

SANTÉ JEUNES

“

Avant d'aller dormir je scrollais des heures. J'étais épuisé tout le temps.

Grâce aux équipes

instants santé jeunes

j'ai réussi à poser des limites petit à petit.

Lucas, 20 ans

Tu n'es pas
SEUL





Les MSA Alpes-Vaucluse, Provence Azur et de la Corse ont préparé de nombreuses animations pour la 6^e édition du concours, qui a réuni 190 élèves et leurs professeurs.

Rencontres prévention jeunes

GÉNÉRATION ENGAGÉE

Les 30 et 31 mars, 190 élèves de 17 établissements d'enseignement agricole de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de Corse se sont retrouvés à Chorges, dans les Hautes-Alpes, pour la 6^e édition des Rencontres prévention jeunes. Un événement MSA qui conjugue sensibilisation, créativité et bonne humeur. Objectif : réaliser un film court pour parler santé au travail. Parmi les 23 équipes concurrentes, le jury a récompensé quatre projets pour leur originalité, leur pertinence et la qualité des messages transmis.

1^{ER} PRIX – MFR DE HAUT-VAUCLUSE (BOLLÈNE, VAUCLUSE)

Impact d'un accident physique sur la santé mentale d'une famille d'agriculteurs

Un bruit étrange en plein travail au champ... l'agriculteur qui descend vérifier la herse rotative sans avoir coupé le moteur... et c'est l'accident. Le père de famille gravement blessé ne peut plus travailler. Désespéré, il ne sait pas comment s'en sortir... c'est là que Guillaume, sentinelle

MSA, intervient. Il va guider le couple d'agriculteurs vers les bons interlocuteurs afin de trouver des solutions adaptées. « *Une autre voie est possible* » : c'est le message que font passer les jeunes de Bollène dans leur vidéo, qui mêle santé physique et mentale et qui a conquis le jury.

2^E PRIX – CAMPUS AGRICORSICA (SARTÈNE, CORSE)

Le Duerp comme outil collectif et universel de prévention



« *Danger droit devant !* » Une mission d'exploration, des obstacles à franchir, une équipe d'aventuriers bien équipés... et surtout, une carte pour éviter les dangers : c'est l'idée originale des lycéens de Sartène pour sensibiliser au Document unique d'évaluation des risques professionnels (Duerp). Ou comment le Duerp aide à « *réfléchir avant d'agir* » afin de prévenir les risques et travailler en sécurité.

3^E PRIX – LPA LA RICARDE (L'ISLE-SUR-LA-SORGUE, VAUCLUSE)

La sécurité dans les travaux forestiers à travers un jeu façon Jumanji

Lorsqu'un simple jeu de plateau vous transporte en pleine forêt... et tous ses dangers. Les élèves-acteurs de L'Isle-sur-la-Sorgue font face à plusieurs situations de travail réel qui peuvent causer des blessures ou des troubles musculo-squelettiques, mais aussi du mal-être. À travers leur réalisation, ils montrent comment les prévenir et trouver des solutions, comme Agri'écoute.



4^E PRIX – MFR DE VENTAVON (HAUTES-ALPES)

L'isolement affectif en milieu rural chez les agriculteurs

Une maraîchère surmenée, qui se sent seule et ne prend pas de vacances, découvre l'aide au répit grâce à son entourage. Après avoir contacté la MSA, elle réussit à réorganiser son travail, prendre du temps pour elle... et s'ouvrir à de nouvelles rencontres. Une manière simple et délicate de parler de la question de l'isolement, un thème rarement abordé qu'ont choisi de traiter les jeunes de Ventavon.

PRIX COUP DE CŒUR DES DÉLÉGUÉS CAMPUS CORSIC'AGRI (BORGO, CORSE)

Risques psychosociaux et harcèlement scolaire

« Rien faire c'est aussi participer ». Avec ce slogan, et leur film choc, les élèves de Borgo ont tenu à faire passer un message qui leur tient à cœur afin d'agir contre le harcèlement scolaire. Pour permettre aux jeunes de s'exprimer, leur établissement a notamment mis en place une boîte à paroles, afin de prendre soin des uns et des autres.

« La relève est là »

Organisées par les MSA Alpes-Vaucluse, Provence Azur et de la Corse, les Rencontres prévention jeunes (RPJ) mettent la prévention au cœur de l'enseignement agricole. Tout au long de l'année, les élèves, accompagnés de leurs enseignants, construisent un projet et une vidéo de sensibilisation qu'ils présentent lors de l'événement devant un jury composé de professionnels de la prévention et de l'enseignement.

L'objectif est de favoriser l'intégration des bons réflexes en matière de prévention dès la formation, afin que ces futurs professionnels entrent dans la vie active avec une conscience accrue des risques liés à leur futur métier et des comportements à adopter vis-à-vis de leur santé et de leur environnement.

« Avec les RPJ, nous nous inscrivons dans un temps long ainsi que dans la convention nationale que nous signons avec l'enseignement agricole, qui a été renouvelée en février dernier, précise Laetitia Dumas, responsable du service de prévention des risques professionnels à la MSA Alpes-Vaucluse. C'est un projet qui nous tient à cœur et qui a une dimension pédagogique forte. »

L'édition 2026, qui a atteint le record de 23 projets candidats, fut riche en créativité et en échanges. Les 30 et 31 mars, le programme a alterné temps ludiques, découvertes de stands thématiques (sécurité routière, santé mentale, sexualité, sommeil...), animations et présentations des films. Les délégués MSA des trois caisses étaient également présents pour parler

sécurité sociale agricole. « Cette année, beaucoup de réalisations portaient sur la santé mentale, ajoute Laetitia Dumas. Souvent, il s'agit de sujets qui les touchent directement, qu'ils ont personnellement vécu, comme le harcèlement scolaire. C'est aussi un moyen d'expression pour eux. »

« On voit que les productions sont le fruit des préoccupations actuelles des jeunes, constate Céline Argenti-Dubourget, directrice générale de la MSA Alpes-Vaucluse. Nous avons eu également des films sur la charge mentale des femmes ou le harcèlement sexuel en milieu agricole. Ce sont des sujets de société qui les concernent et dont ils s'emparent aujourd'hui. »

Les établissements finalistes sont repartis avec un chèque et des bons cadeaux d'un grand magasin d'accessoires de sport, offerts par Mutualia, partenaire de l'événement. Les productions pourront par la suite être utilisées pour des actions de sensibilisation, notamment avec la chambre d'agriculture.

« Dans un contexte où l'on met en avant les difficultés du monde agricole, on voit ici des jeunes qui sont concernés, qui ont envie, qui se projettent dans un avenir positif. La relève est là et elle est pleine d'énergie, s'enthousiasme Céline Argenti-Dubourget. Ils garderont le souvenir de ces rencontres ancré en eux pour les années à venir et, on l'espère, cela permettra à la petite graine de la prévention d'éclore. »

JEUNES INSTALLÉS : LE CHIFFRE QUI RASSURE

Alors que le nombre d'installations recule, les jeunes exploitants agricoles montrent une résilience exceptionnelle : près de 85 % d'entre eux poursuivent leur activité six ans après leur installation, un taux de maintien nettement supérieur à celui observé dans la plupart des entreprises créées dans les autres secteurs de l'économie.



La moyenne exploitée progresse en 2024, atteignant 37,1 hectares. La pluriactivité, qui concerne encore près de quatre jeunes sur dix, recule légèrement, signe de projets mieux stabilisés. L'ensemble de ces éléments témoigne d'installations bien construites, plus viables et préparées dans la durée.

À l'inverse, nombre d'entrepreneurs d'autres secteurs restent exposés à une forte volatilité de leur marché ou à des crises conjoncturelles – comme l'hôtellerie-restauration, durement touchée par la pandémie de Covid-19.

Alexandre Roger

Le commerce à la traîne

Malgré une baisse globale des installations en 2024 (- 7 %), la jeunesse agricole française affiche une vitalité remarquable. Selon les dernières statistiques de la MSA, 84,8 % des chefs d'exploitation de moins de 40 ans installés en 2018 exercent encore en 2024. Un résultat d'autant plus impressionnant lorsqu'on le compare à celui des installés tardifs : seuls 63 % des plus de 40 ans hors transfert entre époux poursuivent leur activité au bout de six ans, et à peine 51 % des installés via transfert.

Cette solidité repose en grande partie sur le choix majoritaire des jeunes pour les formes sociétaires (Gaec, EARL), qui favorisent la mutualisation des moyens, une répartition plus souple du travail et une sécurisation accrue de la gestion. Par ailleurs, la superficie

Comparée aux entreprises créées en 2018 dans les secteurs marchands non agricoles, la pérennité des jeunes agriculteurs apparaît particulièrement élevée. Cinq ans après leur création, 69 % des entreprises non agricoles sont toujours en activité, un résultat encourageant mais sensiblement inférieur à celui des jeunes exploitants. Dans le détail, les taux de survie sont de 64 % dans le commerce, 70 % dans la construction, 77 % dans les services financiers et l'assurance, 73 % dans l'enseignement, la santé et l'action sociale, et 62 % dans l'hôtellerie-restauration et les arts.

Ce contraste révèle un phénomène structurant : la combinaison d'aides à l'installation, d'un accompagnement technique soutenu, de formations ciblées et de modèles juridiques robustes offre aux jeunes agriculteurs une stabilité rare dans l'économie française.

UNE DYNAMIQUE CONTRASTÉE EN 2024

Après un rebond observé entre 2021 et 2022, la dynamique des installations agricoles s'essouffle nettement. En 2024 (derniers chiffres disponibles), 12 661 chefs d'exploitation se sont installés, soit 7 % de moins qu'en 2023, prolongeant la baisse amorcée l'année précédente. Le recul est principalement imputable à la chute des installations tardives (- 15,3 %), bien qu'elles ne représentent qu'un quart des nouveaux installés. Les jeunes de 40 ans et moins, majoritaires (70,8 %), enregistrent une baisse plus modérée (- 3 %). Ils étaient près de 9 000 à se lancer en 2024, un chiffre supérieur de 7 % par rapport à 2014. Cette contraction s'inscrit dans un contexte de moindres départs d'exploitants (une première depuis 2020).

*Sources : Statistiques MSA, février 2026, et Insee
« Entreprises créées en 2018 : 69 % sont encore actives cinq ans après leur création ».*



Retrouvez-nous sur le web

Consultez lebimsa.fr pour découvrir plus d'informations de vos régions et vous inscrire à notre newsletter.

lebimsa.fr

